

## Cinq ans après le 11 septembre : un bilan provisoire

Bruno Tertrais

(21 août 2006)

« *Nous avons tous perdu la guerre froide* », disaient en 1995 deux auteurs américains, Richard Ned Lebow et Janice Gross Stein. Dira-t-on un jour la même chose de la guerre contre le terrorisme ? Cinq ans après le 11 septembre 2001, en tout cas, un tel diagnostic serait justifié. Il n'est certes pas aisé de mesurer le succès ou l'échec du combat mené par les pays occidentaux contre le djihadisme international. Est-il même concevable de désigner un vainqueur et un vaincu dans une guerre qui n'a pas de front, qui est menée en grande partie dans l'ombre et qui se joue tout autant sur les terrains idéologique et économique que sur le plan militaire et politique ? En 2003, le secrétaire américain à la défense M. Rumsfeld avouait lui-même ne pas savoir comment mesurer les progrès et les revers des États-Unis. Tentons toutefois un bilan d'ensemble.

### **L'échec des États-Unis**

Il y a d'abord les échecs, et l'Irak est pour l'instant le premier d'entre eux. L'Amérique a voulu faire de ce pays un champ de bataille de la guerre contre la terreur. Elle y a réussi, mais pas dans le sens qu'elle espérait. Il n'est pas certain que le pays connaisse une situation de « guerre civile » : il n'y a pas, ou pas encore de haine collective meurtrière entre communautés. Mais les attentats perpétrés par saddamistes, djihadistes et milices chiites sont désormais d'une incroyable violence et affectent prioritairement les populations. Selon l'ONU, le nombre des victimes civiles en Irak est passé de 1 778 pour le mois de janvier 2006 à 3 149 pour juin 2006<sup>1</sup>. Quant au mois de juillet 2006, il aura été selon le ministère de la Santé irakien le plus meurtrier depuis trois ans avec 3 438 morts<sup>2</sup>. Le conflit dans son ensemble aurait coûté la vie à près de 2 500 Américains et

<sup>1</sup> Source : UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI), juillet 2006.

<sup>2</sup> « Iraq: 3 die as 'worst month' figures revealed », *CNN.com*, 17 août 2006.

à plusieurs dizaines de milliers d'Irakiens<sup>3</sup>. D'après le CENTCOM, il y aurait plus d'un million de groupes paramilitaires en Irak, et environ 3 000 combattants<sup>4</sup>. Ces chiffres sont sans doute sujets à caution. Ce qui est certain, en revanche, c'est que le Pentagone n'en finit pas de payer le prix de son impréparation à la période post-invasion, et du manque considérable d'investissement de son armée de terre dans les opérations de contre-insurrection, quasiment abandonnées depuis le départ de Somalie en 1993. De leur côté, les extrémistes sunnites font preuve d'un savoir-faire de plus en plus grand et d'une organisation de mieux en mieux structurée. La volonté affichée par le président Talabani de transférer la sécurité de l'ensemble des 18 provinces aux forces irakiennes d'ici la fin 2006 reflète ainsi un extraordinaire optimisme<sup>5</sup>. Et le pays est devenu un sas d'entraînement pour des opérations dans d'autres pays – y compris, amer retournement de l'Histoire, l'Afghanistan<sup>6</sup>. M. Rumsfeld avait initialement prévu de retirer la majorité de ses troupes dès l'automne 2003. Désormais, l'armée de terre américaine prend ses dispositions pour maintenir, si nécessaire, plus de 100 000 hommes dans le pays jusqu'en 2009<sup>7</sup>. Et l'Irak « aspire » les deux tiers des 430 milliards de dollars dépensés par les États-Unis dans leurs actions extérieures de contre-terrorisme, tous moyens confondus, depuis 2001<sup>8</sup>.

Tout aussi grave est la dégradation de la situation en Afghanistan, où les États-Unis et leurs alliés ont été contraints de renforcer leur dispositif militaire face aux offensives des Taliban. Celles-ci s'accompagnent d'une multiplication des attentats-suicides, pourtant quasiment inconnus dans le pays avant 2005. Or pour stabiliser le pays, le Pentagone, l'ambassadeur américain Zalmay Khalilzad et le président Hamid Karzaï se sont appuyés sur les chefs de guerre locaux, ce qui a eu des conséquences désastreuses. D'abord, parce que le gouvernement afghan a de ce fait été contraint de renoncer au désarmement des milices ; ensuite, parce que les « seigneurs de la guerre » sont aussi ceux du trafic de stupéfiants. Résultat : la production d'opium atteint aujourd'hui des niveaux records. La surface cultivée en pavot atteindrait aujourd'hui 150 000 hectares (soit 44 % de plus qu'en 2005). Le plan d'éradication de la culture du pavot approuvé par la Maison-Blanche en novembre 2004 semble avoir été jeté aux oubliettes. Les Occidentaux se sont attaqués aux producteurs plutôt qu'aux trafiquants, contribuant à jeter les fermiers afghans dans les bras des insurgés.

---

<sup>3</sup> Fin août 2006, l'organisation Iraq Body Count estimait qu'entre 40 000 et 44 000 civils avaient été tués en Irak depuis l'invasion américaine ([www.iraqbodycount.net](http://www.iraqbodycount.net)) .

<sup>4</sup> « Irak : les néodjihadistes », *TTU*, 1<sup>er</sup> mars 2006, p. 2.

<sup>5</sup> « President: Iraqi forces to take over by year's end », *CNN.com*, 2 août 2006.

<sup>6</sup> Sami Yousafzai & Ron Moreau, « Unholy Allies », *Newsweek*, 26 septembre – 3 octobre 2006.

<sup>7</sup> « Top general: Army preparing for 4 more years. Troop level in Iraq could remain the same thru 2009 », *CNN.com*, 20 août 2005.

<sup>8</sup> Voir David M. Walker, *Global War on Terrorism – Observations on Funding, Costs, and Future Commitments*, US Government Accountability Office, 18 juillet 2006. Selon le Congressional Research Service, toutefois, le coût total de la guerre en Irak serait plus élevé (319 milliards de dollars en 2006).

Au Pakistan, le général Moucharraf poursuit tant bien que mal son numéro d'équilibrisme entre alliance avec les États-Unis et maintien de l'ordre intérieur. Mais son armée n'est pas parvenue à mater les Taliban et leurs soutiens dans ces fameuses « zones tribales » qui n'ont jamais été soumises à aucun conquérant. Les extrémistes pachtoune, qui cherchent désormais à fonder un « émirat islamique du Waziristan », continuent de soutenir activement leurs frères d'armes de l'autre côté de la frontière<sup>9</sup>. Autrement dit : les Taliban sont sur le chemin de la revanche.

Faut-il rappeler qu'Oussama ben Laden et son adjoint Ayman Al-Zawahiri courent encore, quelque part en Afghanistan ou au Pakistan ? Certes, leur capture n'a jamais fait partie des objectifs prioritaires de la guerre contre le terrorisme, et ne conduirait sans doute pas à une réduction significative de la menace. La CIA s'est même offert le luxe de démanteler la « station Alex », l'unité spéciale qui était chargée, depuis 1996, de pister le leader terroriste<sup>10</sup>. Mais les cassettes régulièrement envoyées par les deux chefs d'Al-Qaida sont autant de rappels douloureux des limites des capacités occidentales. Elles contribuent à « entretenir le mythe » et, parce qu'elles reçoivent une audience mondiale, sont encore, sans nul doute, un facteur de mobilisation pour de nombreux musulmans tentés par les sirènes de l'extrémisme. Sans parler de l'immense portée symbolique qu'aurait la capture des deux chefs d'Al-Qaida aux yeux de l'opinion mondiale.

Car depuis 2001, le djihadisme a fait recette. Le nombre de sites Internet rattachés à cette mouvance idéologique a connu une véritable explosion. D'une douzaine en 2001, ils sont passés à 4 500 en 2005<sup>11</sup>. De nombreux jeunes musulmans échappent désormais, par la voie du cyberspace, à la tutelle morale des oulémas modérés, alors que les prêches des plus extrémistes leur sont désormais immédiatement accessibles. Les spécialistes des affaires militaires dissertent savamment sur l'organisation des armées occidentales en réseaux, mais pour l'instant, c'est surtout l'islamisme combattant qui maîtrise la guerre « réseau-centrée ». Le terrorisme islamiste, dont la cause profonde est moins la prétendue occupation de terres islamiques qu'un cocktail détonant de testostérone et de théologie, semble avoir de beaux jours devant lui.

A l'inverse, le crédit moral de l'Amérique dans son soutien à la démocratisation du « Grand Moyen-Orient » a été durablement entamé par les bavures d'Abou Ghraib, les mauvais traitements infligés aux détenus de Guantanamo et le massacre de Haditha (novembre 2005, 24 civils délibérément tués, semble-t-il, par les Marines)<sup>12</sup>. Le soutien des opinions à la « guerre contre la terreur », tel qu'il est mesuré par les

<sup>9</sup> Ron Moreau & Zahid Hussain, « Border Backlash », *Newsweek*, 31 juillet 2006.

<sup>10</sup> Mark Mazzetti, « Secret CIA unit stalking bin Laden since 1996 has been disbanded », *The International Herald Tribune*, 5 juillet 2006.

<sup>11</sup> Lawrence Freedman, *The Transformation of Strategic Affairs*, Adelphi Paper n° 379, International Institute for Strategic Studies, 2006, p. 77.

<sup>12</sup> « Pentagon: Evidence suggests Marines deliberately killed 24 civilians », *CNN.com*, 2 août 2006.

enquêtes annuelles du *Pew Global Attitudes Project* atteint des niveaux dangereusement bas. Il est passé en 2006 sous la barre des 50 % au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, et n'est plus que de 26 % au Japon, 19 % en Espagne et 14 % en Turquie. Dans le même temps, l'image des États-Unis dans le monde continue de se dégrader. L'on ne trouve plus que 39 % de Français pour avoir une opinion positive de l'Amérique (contre 63 % en 2000), 30 % d'Indonésiens (contre 75 %), 23 % d'Espagnols (contre 50 %) et 12 % de Turcs (contre 52 %)<sup>13</sup>. Or le sentiment de mener un combat légitime n'est pas pour rien dans la mobilisation des administrations, des armées et des services de renseignement, comme ceux qui ont vécu la Guerre froide le savent bien...

La Somalie est un autre grand échec de l'Amérique. Faute de vouloir ou de pouvoir y affecter un nombre suffisant de forces, Washington a choisi, comme en Afghanistan, d'y soutenir les chefs de guerre locaux<sup>14</sup>. Cette décision a été parfaitement contre-productive, et a contribué à susciter ce que les États-Unis cherchaient précisément à éviter : la prise de Mogadiscio par les milices islamistes en juin 2006, qui pourrait bien transformer le pays en un nouvel Afghanistan – modèle pré-2001.

Enfin, parce que ce que les États-Unis appellent « *Global War on Terror* » (« guerre mondiale contre la terreur ») prend en compte, au-delà du terrorisme proprement dit, la lutte contre les armes dites de destruction massive, il faut ici aussi reconnaître que le bilan n'est pas glorieux. Passons sur la fausse menace irakienne, produit d'une extraordinaire opération d'auto-intoxication de la part des autorités politiques américaines (et non de « mensonges », comme on l'entend dire trop souvent). La décision exemplaire de la Libye de renoncer à ses programmes est partiellement attribuable à la crainte du colonel Kadhafi de subir le sort de Saddam Hussein. Mais dans le même temps, les États-Unis et leurs alliés n'ont rien pu faire pour empêcher la Corée du nord et l'Iran de poursuivre, et même d'accélérer leurs propres programmes nucléaires et balistiques. Au résultat, le Traité de non-prolifération des armes nucléaires ne tient plus qu'à un fil.

### **L'échec du terrorisme**

Mais si l'Amérique n'a pas gagné la « guerre contre la terreur », il en va de même pour son ennemi, et c'est peut-être là l'essentiel.

Il est difficile de savoir si Al-Qaida existe encore en tant que mouvement opérationnel. Il est en tout cas certain que l'organisation a été considérablement affaiblie depuis octobre 2001, grâce à la campagne d'Afghanistan et aux opérations de contre-terrorisme menées depuis cinq ans. La liste des dirigeants arrêtés ou tués depuis octobre 2001 est longue,

---

<sup>13</sup> Pew Global Attitudes Project, *America's Image Slips, But Allies Share U.S. Concerns Over Iran, Hamas*, 13 juin 2006.

<sup>14</sup> Mark Mazzetti, « Efforts by CIA fail in Somalia, officials charge », *The International Herald Tribune*, 8 juin 2006.

depuis Khalid Cheikh Mohammed (l'organisateur du 11 septembre, arrêté en 2003) jusqu'à Abou Farraj al Libbi (son successeur présumé, capturé en 2005). La mort d'Abou Moussab al-Zarkaoui en juin 2006 a privé le djihadisme irakien d'un leader charismatique. Al-Qaida est surtout devenue une « marque globale », source d'inspiration pour ses affiliés et franchisés.

L'organisation fait parler d'elle après chaque attentat ou événement majeur, toujours pour se féliciter, généralement pour encourager, parfois pour revendiquer. Mais elle semble avoir fait sien le fameux adage : « puisque ces événements nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs ». Les deux dirigeants de l'organisation, à travers leurs messages, ne cessent d'étendre le théâtre des opérations (selon eux, le Soudan en fait désormais partie) et la liste de ses adversaires (les Nations Unies et la Chine sont maintenant au nombre de ceux-ci). Ne serait-ce pas là un signe d'impuissance ?

Peut-être Al-Qaida a-t-elle encore quelques capacités de coordination et de soutien, comme cela a pu être le cas pour l'attentat du 7 juillet 2005 et surtout pour la tentative de la mi-août 2006, *remake* du plan *Bojinka* envisagé par la mouvance en 1995. Mais si c'était le cas, il faudrait alors se féliciter de ce que pour la première fois, les services occidentaux aient été en mesure de pénétrer l'organisation au point de compromettre une opération en cours, ce qui serait un grand progrès. L'organisation a perdu sa base territoriale et ses dirigeants ne peuvent plus recourir aux moyens modernes de communication sans prendre le risque d'être repérés. De ce fait, la majorité des attentats djihadistes est désormais le fait de ce que Peter Bergen, l'un des seuls véritables experts de la mouvance Al-Qaida, appelle cyniquement des « *radicaux libres* »<sup>15</sup>.

Contrairement à ce qu'une lecture hâtive de l'actualité pourrait faire croire, le terrorisme n'est pas en augmentation. Le nombre d'actes de terrorisme international en 2005 a été largement inférieur à ce qu'il avait été en 2004. Certes, les actes de terrorisme « intérieur » sont, eux, en augmentation significative, mais c'est en raison du très grand nombre d'attentats commis en Irak et de leur caractère particulièrement meurtrier (80 % des victimes civiles des attentats de terrorisme intérieur en 2005)<sup>16</sup>.

Al-Qaida et la mouvance djihadiste n'ont atteint aucun de leurs objectifs déclarés. Ce n'est sans doute pas par hasard que dans son message de janvier 2006, Oussama Ben Laden a pour la première fois évoqué la possibilité d'une défaite de l'organisation. L'Afghanistan n'a pas été aux États-Unis ce qu'il fut pour l'Union soviétique, contrairement à ce qu'espérait la mouvance djihadiste. L'Arabie saoudite et le Pakistan luttent désormais activement contre les groupes terroristes – non par bonté d'âme, mais parce que les gouvernements de ces deux pays ont compris

<sup>15</sup> Peter Bergen, « Al-Qaeda, Still in Business », *The Washington Post*, 2 juillet 2006.

<sup>16</sup> Rik Coolsaet & Teun Van de Voorde, *The Evolution of Terrorism in 2005 – A statistical assessment*, Université de Gand, février 2006.

qu'ils constituaient une menace pour la stabilité de leur pays et pour leur propre sécurité physique. D'autres pays se sont rangés aux côtés des États-Unis pour porter le fer contre leurs propres extrémistes, avec certains succès comme aux Philippines où le groupe Abou Sayyaf a été significativement affaibli. Même certains anciens « États voyous » tels que le Soudan se sont résolument rangés aux côtés des États-Unis dans la lutte contre Al-Qaida.

L'administration américaine peut se targuer d'avoir protégé sa population : aucun attentat n'a eu lieu sur le sol américain depuis le 11 septembre. Or nous savons depuis la découverte du complot de la mi-août 2006 que ce n'est pas faute de tentatives. Il faut donc en conclure que les services de police, de justice et de renseignement ont considérablement gagné en efficacité depuis cinq ans. L'on sait d'ailleurs que les démocraties occidentales ont déjoué de nombreuses tentatives d'attentats (pas moins de quatre pour le Royaume-Uni depuis juillet 2005). Les rares attaques qui réussissent sont de moins en moins meurtrières. De fait, les pays visés par le terrorisme islamiste résistent de mieux en mieux. Malgré l'attentat de Madrid (11 mars 2004), les pays occidentaux ont refusé la trêve proposée par Ben Laden un mois plus tard. L'Alliance atlantique n'a pas été détruite par les coups de boutoir donnés par la mouvance djihadiste contre les forces italiennes en Irak (novembre 2003), en Turquie (novembre 2003), en Espagne (mars 2004) et au Royaume-Uni (juillet 2005). Le terrorisme a cessé de provoquer la panique sur les marchés financiers. Après l'attentat de Londres en 2005, l'indice Footsie était revenu à son niveau précédent dès le lendemain. L'industrie du tourisme récupère de plus en plus vite : il lui avait fallu trois ans pour se remettre du 11 septembre... mais trois mois seulement pour se remettre du 7 juillet. Al-Qaida n'est plus une menace « existentielle » pour les pays occidentaux<sup>17</sup>.

L'on peut certes s'interroger sur certaines dispositions du *Patriot Act* américain, ou regretter que le Royaume-Uni ait rompu de manière brutale avec une tradition de forte protection des libertés individuelles. (La garde à vue y est désormais autorisée pendant 28 jours.) Mais les pays occidentaux ne sont pas devenus des dictatures sécuritaires pour autant. Quant aux manifestations d'islamophobie, elles restent limitées, malgré ce que peuvent en dire certaines organisations promptes à crier au loup. L'on doit au contraire saluer le sang-froid des autorités politiques américaines et européennes, qui n'ont eu de cesse de réaffirmer que ce n'était pas l'islam qui était en cause, mais ses dévoiements.

L'islamisme militant n'a pas non plus réussi à faire l'unité du monde musulman autour de lui. L'internationale djihadiste reste parcourue par de multiples lignes de fracture. Le « grand débat » interne à Al-Qaida, qui opposait Ayman Al-Zawahiri à Abou Moussab Al-Zarkawi (faut-il s'attaquer aux chiites ou privilégier la lutte contre l'Occident ?) tourne

---

<sup>17</sup> Voir sur ce thème James Fallows, "Declaring Victory", *The Atlantic Monthly*, septembre 2006.

pour l'heure à l'avantage du second : la violence urbaine en Irak oppose maintenant tout autant les groupes chiïtes aux groupes sunnites que les seconds aux forces américaines. Sans doute faut-il voir en partie dans la provocation faite par le Hezbollah à Israël le 12 juillet, élément déclenchant de l'offensive de Tsahal au Liban, un effet de la concurrence du Hamas, qui suite aux élections du printemps 2005 s'était affirmé comme le fer de lance du combat contre l'existence d'Israël.

Les régimes autoritaires du monde musulman, qualifiés d'impies par Al-Qaïda, ne sont pas tombés. Au contraire : la démocratie a progressé dans les pays du « Grand Moyen-Orient », et il serait injuste de ne pas créditer les États-Unis et leurs alliés pour y avoir largement contribué. L'Afghanistan et l'Irak ont été libérés de régimes dictatoriaux et meurtriers, et ont connu leurs premières élections disputées, avec une large participation. En Irak, les sunnites ont participé de manière significative aux élections de décembre 2005, alors qu'ils avaient boycotté celles de janvier 2005. L'Égypte et les pays du Golfe ont eux aussi connu quelques avancées démocratiques, et leurs dirigeants savent bien qu'ils doivent désormais lâcher du lest pour garder le soutien américain. Ces évolutions politiques restent limitées, et l'affaiblissement des États-Unis a contribué à leur ralentissement. Elles n'en sont pas moins remarquables dans une région du monde qui sort d'une sclérose politique de plusieurs décennies. Elles peuvent certes faire triompher des mouvements extrémistes ; mais il faut y voir la maladie infantile de la démocratie et un rejet massif des élites corrompues au pouvoir plutôt qu'une adhésion réfléchie et massive des populations du monde musulman à l'islamisme radical.

Un autre contrecoup durable du 11 septembre 2001 a été la délégitimation durable du terrorisme dans de nombreux pays. La Libye et le Soudan ont été rayés de la liste des « États soutenant le terrorisme ». Les populations indonésienne, jordanienne, marocaine et saoudienne ont exprimé leur rejet du terrorisme islamiste après avoir été eux-mêmes frappés. Il y a eu également un effet induit, moins visible, sur le terrorisme en Europe. Si l'IRA irlandaise et l'ETA espagnole ont annoncé leur renoncement à la lutte armée (respectivement en 2005 et 2006), c'est aussi parce que ce combat trouvait de moins en moins de soutiens au sein des populations sympathisantes.

### **Et maintenant ?**

Il y a donc un double échec, celui des États-Unis mais aussi, fort heureusement, celui du terrorisme.

Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Après le 11 septembre, l'Amérique avait maladroitement qualifié son combat de « guerre », et s'était fixée en 2001 un objectif impossible à atteindre : défaire « *l'ensemble des réseaux terroristes de portée mondiale* », selon les termes de M. Bush lors de son

discours au Congrès de septembre 2001. Cette stratégie était une impasse : elle rendait à la fois la défaite impensable et la victoire impossible.

Au fil du temps, l'administration américaine a toutefois réorienté et affiné sa stratégie. Depuis 2004, les capacités de renseignement sur le terrorisme font l'objet d'une coordination plus grande, sous l'égide du *National Counterterrorism Center* créé en 2004, et qui dépend de la présidence. La même année, les forces spéciales américaines se sont vues confier par la Maison-Blanche la direction des opérations militaires de contre-terrorisme. Désormais, environ 7 000 d'entre elles sont déployées de par le monde, avec une liberté d'action presque totale<sup>18</sup>. La stratégie militaire de lutte contre le terrorisme a été révisée en février 2006<sup>19</sup>. L'objectif principal est de mettre un terme à la capacité de nuisance de la « mouvance Al-Qaida » (AQAM, *Al-Qaeda Associated Movement*), c'est-à-dire d'une quinzaine de groupements. Mais au-delà, les États-Unis considèrent désormais que l'adversaire réel est une idéologie, appelée « *extrémisme violent* » ou « *radicalisme islamique* »<sup>20</sup>. Elle a reconnu que la bataille des idées était au moins aussi importante que le combat des forces militaires, des services de renseignement et des forces de police<sup>21</sup>. La stratégie générale des États-Unis contre le terrorisme est de ce fait en cours de révision<sup>22</sup>.

S'il fallait à tout prix identifier un vainqueur provisoire de la « guerre contre la terreur », sans doute faudrait-il désigner... l'Iran. Les États-Unis et leurs alliés ont débarrassé le régime des mollahs de leurs deux principaux adversaires : Saddam Hussein et les Taliban. Quatre ans après la découverte des installations cachées iraniennes, le programme nucléaire du pays continue en toute impunité. Le prix élevé du baril de pétrole, qui résulte partiellement des tensions géopolitiques régionales, remplit les coffres du gouvernement. Et Téhéran agit désormais directement contre les intérêts occidentaux en soutenant les actions terroristes des insurgés irakiens et du Hezbollah libanais. Le semi échec israélien de l'été 2006 l'a certainement conforté dans son choix de la défiance vis-à-vis de l'Occident. Alors que jusqu'en 2003 les États-Unis étaient prêts à une sorte de renversement d'alliance dans la région, escomptant faire des communautés chiites du Moyen-Orient des alliés privilégiés face au radicalisme sunnite, le moins que l'on puisse dire est que ce scénario n'est plus d'actualité.

---

<sup>18</sup> Ann Scott Tyson, « New Plans Foresee Fighting Terrorism Beyond War Zones. Pentagon to Rely on Special Operations », *The Washington Post*, 23 avril 2006.

<sup>19</sup> Chairman of the Joint Chiefs of Staff, *National Military Strategic Plan for the War on Terrorism*, 1<sup>er</sup> février 2006.

<sup>20</sup> La première expression a les faveurs du Pentagone, la seconde de la Maison-Blanche. Le Président Bush n'hésite pas à employer le mot « islamo-fascisme », d'origine néoconservatrice.

<sup>21</sup> Voir par exemple *Remarks by National Security Advisor Stephen Hadley to the Council on Foreign Relations*, Council on Foreign Relations, New-York, 18 octobre 2005.

<sup>22</sup> Karen DeYoung, « Fight Against Terrorism – and Disorganization », *The Washington Post*, 9 août 2006.



Or le défi iranien conjugue toutes les grandes problématiques contemporaines : la prolifération, le terrorisme, les questions énergétiques, et l'islam militant. Ce n'est sans doute pas là que se joue l'avenir de la « guerre contre la terreur », contrairement à ce que pensent certains faucons américains. Car la mouvance Al-Qaida est inspirée par le fondamentalisme sunnite, pour lequel le chiisme reste une hérésie. Mais c'est peut-être là que M. Bush jouera son va-tout. Si l'on reprend la liste des trois pays qui représentaient, selon les termes de M. Bush en janvier 2002, « l'axe du Mal », force est de constater que le bilan n'est pas glorieux. L'Irak est au bord de la guerre civile ; l'épouvantable régime nord-coréen continue d'affamer sa population et a sans doute désormais franchi le seuil nucléaire ; l'Iran a fait le choix délibéré de la radicalisation politique et du refus de la main tendue par les Occidentaux. Peut-on imaginer que M. Bush voudra se contenter d'un tel bilan lorsqu'il sera temps de faire son discours d'adieu, en janvier 2009, au moment de passer le relais à son successeur ? Dès lors que Téhéran refuse de se plier aux injonctions de l'ONU, le risque d'une action militaire aérienne contre l'Iran paraît désormais de plus en plus fort. Et en raison des liens très étroits qui unissent l'Iran au Hezbollah, les forces militaires européennes qui seront déployées au Liban dans la Force d'Intervention des Nations Unies au Liban (FINUL) rénovée risquent d'être aux avant-postes de l'affrontement qui se prépare avec Téhéran...

Pour le reste, il faudra sans doute attendre plusieurs décennies pour savoir si l'Amérique a gagné ou perdu son combat. En dépit de ses erreurs de jugement et de ses extraordinaires maladresses, l'administration américaine a sans doute raison sur un point : le combat engagé – réduction du terrorisme, affaiblissement de l'islamisme et arrêt de la prolifération – est une affaire de plusieurs générations. Le journaliste américain James Fallows propose de « déclarer la victoire » pour que les États-Unis puissent s'abstraire de la mentalité guerrière qui, selon lui, affecte la crédibilité et la légitimité de leur combat<sup>23</sup>. L'argument a ses mérites, mais c'est sans doute encore un peu tôt. Car ce n'est pas en 2006, mais en 2026 ou en 2036 que l'on pourra faire le véritable bilan de ce que les États-Unis appellent désormais la « *longue guerre* »<sup>24</sup>.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*

<sup>23</sup> J. Fallows, op. cit.

<sup>24</sup> D'après Colin Gray, il faudra « *au moins deux ou trois décennies* » pour que le monde musulman se réconcilie avec la modernité, assurant ainsi l'échec d'Al-Qaida. (« How Has War Changed Since the End of the Cold War ? », *Parameters*, printemps 2005, p. 23).